

Selon eux, certains usent de cette liberté pour décider d'aller s'installer en Australie et aux États-Unis, et ils estiment que c'est terrible qu'ils aient cette liberté et qu'on leur laisse le droit d'aller investir leur argent là où bon leur semble. Les néo-démocrates considèrent qu'il faut mettre un terme à cette liberté en nationalisant toutes ces compagnies. En gros, c'est la position du Nouveau parti démocratique. Essentiellement, c'est la politique que l'Allemagne de l'Est appliquait avant la construction du mur à Berlin-Est pour empêcher leurs nationaux d'exercer leur liberté et de passer la frontière pour aller à l'Ouest.

Le Nouveau parti démocratique appelle cela le mur de l'argent, la grève du capital. Ma foi, si un employé n'est pas satisfait des conditions de travail dans une société, il va travailler ailleurs, il ne se met pas en grève; tout simplement il s'en va. Il exerce sa liberté individuelle. Une grève, c'est autre chose. L'industrie pétrolière choisit d'exercer sa liberté face au programme énergétique national, liberté qui—espérons-le—ne leur sera pas enlevée si tant est que nous vivions effectivement dans un pays démocratique et libre.

Avant le dîner, le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Ouellet) m'a demandé de lui prouver que des fonds et des gens fuient vers les États-Unis. Il faudrait qu'il soit aveugle pour ne pas se rendre compte de ce qui se passe au Canada. S'il veut savoir ce qu'en pense le gouverneur de la Banque du Canada, il n'a qu'à lire quelques-uns des discours du gouverneur dans lesquels ce dernier parle de l'exode de milliards de dollars, la raison principale de nos taux d'intérêt élevés et la conséquence du PEN, encore là un autre paradoxe fascinant, si vous voulez.

Le Nouveau parti démocratique a passé une bonne partie de la semaine à répéter que les taux d'intérêt étaient trop élevés, excessivement élevés, et nous sommes d'accord, ils le sont. Voici maintenant que ce parti s'évertue à dire: «Nous voulons encore plus de ce qui a démesurément gonflé les taux d'intérêt, nous voulons encore plus de mesures de ce genre». Pourtant, selon le gouverneur de la Banque du Canada, elles sont à l'origine du fait que nos taux d'intérêt sont de 2 à 3 p. 100 plus élevés qu'aux États-Unis.

Le ministre m'a demandé des preuves. J'ai en main un article du *Sun* de Calgary du 6 octobre 1981, qui cite le *Post* de Denver. Voici ce qu'il dit:

... l'immigration américaine examine «au bas mot des centaines» de demandes de permis de travail qui lui font des travailleurs pétroliers du Canada.

Le *Post* cite Jim Hardin...

Je crains l'avoir appelé Jim Davis tout à l'heure. Je regrette cette erreur.

Le *Post* cite Jim Hardin, un fonctionnaire de l'immigration américaine, à Denver, qui aurait dit: «Il y a eu une ruée au cours de la dernière année... comme nous n'en avons jamais vu.»

Denver n'a jamais rien vu de pareil à cet exode massif de citoyens canadiens vers les États-Unis. Il se produit parce que le gouvernement canadien, même s'il prétend vouloir notre autonomie, leur a enlevé tout intérêt à poursuivre leur activité et à se servir de leur talent et de leur compétence ici au Canada. Je n'appelle pas cela faire la grève; j'appelle cela exercer ses droits d'homme libre. J'en connais beaucoup personnellement et s'ils quittent leur pays d'origine, Calgary, Edmonton, Red Deer, etc., pour aller s'installer à Denver, ce n'est pas parce qu'ils préfèrent y vivre. S'ils déménagent, c'est pour pouvoir gagner leur vie. La politique du gouvernement

### *Pétrole et gaz du Canada—Loi*

fédéral revient à dire qu'il n'a que faire de leurs aptitudes et qu'ils n'ont qu'à se débrouiller.

**M. Waddell:** L'Alberta a accepté le Programme énergétique national.

**M. Andre:** Le député de Vancouver-Kingsway a parlé de ces énormes et affreuses multinationales. J'aimerais lui raconter une histoire que j'ai lue dans un journal dans lequel il peut avoir entièrement confiance puisqu'il s'agit du *Star* de Toronto. L'article date du 18 octobre et est signé de Irv Lutsky. Il dit ceci:

Voici ce que M. Larry Darling, président de Concept Resources Ltd., déclare dans le dernier rapport annuel de la société: «Nous tenons à remercier le gouvernement libéral pour son Programme énergétique national.

S'il ne l'avait pas mis en place, les investisseurs canadiens seraient peut-être restés au Canada et n'auraient jamais profité des occasions qui s'offraient à l'étranger et dont les libéraux voulaient tant leur faire profiter.

Sous le programme énergétique, notre pays ne serait pas devenu autosuffisant en matière de pétrole d'ici 1990. Nous sommes assurés d'une réussite à l'image de la réussite du ministère des Postes, de la Société Radio-Canada, des Chemins de fer nationaux et de l'aéroport de Mirabel.

En ce qui nous concerne, sans ce programme, notre société n'aurait pas découvert les puits d'exploration de Givans et de Cowans. Nous n'aurions pas ouvert de filiales à Denver et à Billings au Montana. Enfin, grâce au gouvernement fédéral, nous avons découvert le gisement de pétrole de Hailstone Dome au Montana.

Je remercie Pierre Elliott Trudeau et je remercie les membres du parti libéral de nous avoir aidés à servir notre cause, celle de la libre entreprise.»

● (1410)

Le député de Vancouver-Kingsway se félicite de la confiscation à 25 p. 100 des terres privées situées au nord du 60° et au large. Permettez-moi de lui citer le texte d'une lettre adressée par une petite société pétrolière à capital canadien, une de celles auxquelles il devrait s'intéresser. Il s'agit d'une lettre au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), qui dit:

Monsieur,

Paramount Resources Ltd. est une société canadienne indépendante qui exerce son activité dans les zones définies comme terres du Canada dans la récente politique énergétique nationale. Paramount, entreprise exécutante pour un consortium de sociétés et de particuliers canadiens, a effectué quatre opérations de forage ces deux dernières années, pour un montant total de plus de 10 millions de dollars. Ce n'est peut-être pas beaucoup en comparaison des dépenses des régions de Beaufort et de la côte est, mais c'est important pour nous. Ce programme comprenait un puits à Liard D-29 coûtant environ 8 millions de dollars, et trois puits à Cameron Hills près de Hay River, dans les Territoires du Nord-Ouest, qui coûtent environ \$750,000 chacun.

Le gouvernement du Canada applique un programme appelé le Règlement sur l'aide à l'exploration minière dans le nord, DORS 66-404, modifié. Avant d'entreprendre ce programme, notre société a demandé une subvention au titre de ce règlement, mais on lui a répondu que le programme n'était pas doté et qu'il n'y avait donc pas de fonds disponibles. Depuis, Liard D-29 a largement dépassé son budget, mais nous avons continué quand même. En mars 1980, nous avions dépensé environ 5 millions, ce qui est le seuil donnant droit aux allocations de suréquipement au moment même où ces allocations ont été supprimées. Nous croyons savoir que nous n'en recevrons pas.

A chaque forage, Paramount a acquis une participation cédée par une société à capital étranger, augmentant ainsi la propriété canadienne dans ces zones éloignées. Les quatre puits n'ont donné que des résultats modestes, avec deux puits de gaz à Cameron Hills. Le taux des redevances que nous avons jugé applicable quand nous avons entrepris notre programme était de 10 p. 100.

Le 28 octobre 1980, le gouvernement du Canada a décidé de confisquer 25 p. 100 de la participation que nous avons acquise à grands frais, sans restitution ni compensation quelconque. A ce qu'il semble, le gouvernement va permettre à Paramount de continuer à verser 100 p. 100 des frais de développement et d'entretien de cette propriété tant qu'elle ne sera pas prête à entrer en production. En outre, le gouvernement a déclaré qu'il prendra 40 p. 100 des bénéfices sur une participation supplémentaire de 50 p. 100. Également, le gouvernement